

## **De quoi les pôles métropolitains sont-ils le nom?**

Intervention d'[Alain Faure](#), chercheur au CNRS en science politique, [PACTE](#) Université de Grenoble

« Merci pour cette invitation à clore une aussi stimulante rencontre. En début de matinée, j'ai suggéré une orientation des débats sur la question sensible des passions et des émotions politiques qui accompagnent l'émergence des pôles métropolitains. Les interventions et les échanges avec la salle confirment l'intuition qui motivait cette demande : le plus grand défi pour les pôles n'est pas leur cohérence technique et réglementaire ou leur assise financière et logistique, mais bien l'élan collectif qu'ils parviennent (ou pas) à impulser sur le terrain politique sensible des identités territoriales et de la cohésion sociale. Olivier Landel a pointé en ouverture l'apparition d'un indice de maturité dans les attentes du Gouvernement (la souplesse des règles prévues par la loi pour instituer chaque pôle) tandis que Philippe Estèbe a malicieusement demandé aux intervenants *de quoi les pôles allaient-ils être le nom* avec une telle liberté initiale. Cette question a été abordée frontalement par tous les orateurs et il faut les remercier d'avoir accepté de prendre au sérieux la dimension sensible, presque passionnelle du problème. En politique plus que dans d'autres domaines, les mots sont toujours à double tranchant : ils font rêver et ils exaspèrent. Je vous propose de discuter cette oscillation, telle que je l'ai perçue, à l'écoute des arguments avancés dans les deux tables rondes (compétitivité et solidarité; coopération interterritoriale). Je comptais initialement faire un simple exercice langagier en collectionnant les bonnes formules et les mots valises (à la mode ou juste commodes). Les interventions, par leur qualité et leur densité, m'incitent à discuter de façon plus engagée comment « *les mots font violence aux choses* » (pour reprendre une belle formule du philosophe Michel Foucault) et dans quelle mesure les discours sur les pôles métropolitains permettent d'envisager un *réenchantement du monde* (l'essence même du politique...).

Premier constat : les pôles métropolitains sont indicibles... Ou plus exactement, chaque pôle entraîne une narration spécifique visant à territorialiser le récit. On ne raconte pas du tout de la même façon la dynamique en cours en Loire Bretagne, dans le sillon alpin, dans le Belfort, dans le G8, dans le G10, dans le Genevois français, sur l'Estuaire de la Seine ou à Toulouse. Les « bonnes » raisons avancées à chaque fois sont un peu énigmatiques pour l'oreille extérieure au contexte dans la mesure où chacun construit sa boîte de dialogue à partir de ses propres repères historiques, ses symboles et aussi une longue série d'arguments considérés comme pragmatiques. Un peu comme dans l'immersion d'Amélie Nothomb dans une entreprise japonaise (*Stupeur et tremblement*), l'étranger perçoit un monde très codifié sans que les arguments avancés fassent vraiment sens.

Deuxième constat : dans tous les témoignages, les obstacles liés aux clivages historiques entre territoires paraissent si ce n'est surmontés tout au moins apaisés. L'affichage de ce consensus interterritorial est une vraie surprise quand on connaît la densité symbolique des conflits urbain/rural et droite/gauche, mais aussi ceux concernant les bureaucraties intercommunales et le dialogue entre les départements et les régions. On notera que le statut des orateurs y est sûrement pour quelque chose (ils

ne se situent jamais sur les extrêmes de l'échiquier politique et ils ont construit leur légitimité sur la posture du rassembleur). On peut aussi souligner deux figures de style assez inédites : on nous explique que les pôles relèvent d'un impératif de responsabilité (on ne peut plus faire des politiques publiques uniquement à partir des découpages institutionnels existants) et qu'ils sont des vecteurs symboliques d'innovation (c'est en dépassant les bornes qu'on trouve des solutions nouvelles). Pour autant, ces deux orientations doivent composer avec les puissants *sentiers de dépendance* (pour utiliser le jargon de science politique) que chaque contexte territorial a tracé sur le temps long concernant la place et le rôle des institutions dans la définition du bien commun.

Troisième constat enfin : le fossé séparant le *politics* (les compétitions électorales et les identités locales) et les *public policies* (les programmes publics et les gouvernements locaux) reste omniprésent dans les témoignages. Tout se passe comme si les discours enthousiastes sur les pôles métropolitains évitaient soigneusement d'aborder frontalement la facette démocratique de leur fonctionnement, avec un silence complet sur les mobilisations citoyennes et une schizophrénie maintenue entre les mandats (le maire, fut-il entreprenant et *modernisateur*, reste publiquement le porte parole attiré de ses seuls électeurs).

Ces trois constats portent les germes d'une contradiction qui reste entière concernant la façon de raconter les projets portés à l'échelle des pôles métropolitains. Ces derniers sont le nom d'un projet collectif difficile à mettre en mots. La question ne relève pas juste d'un marketing territorial à peaufiner pour mieux *vendre* le design vertueux de chaque pôle (ce fameux *vivre ensemble* interterritorial). A cet égard, gardons à l'esprit les dégâts et les échecs des stratégies de communication où les métropoles se sont noyées dans des rhétoriques convenues sur le rayonnement international, le développement durable et le bien être dans la proximité. Le problème est plus fondamentalement d'ordre passionnel et émotionnel : pour que les pôles *fassent sens* et suscitent une adhésion collective, il faut que le langage du pouvoir soit en phase avec la société sur les questions sensibles de l'identité et de l'éthique politiques. En science politique, on a beaucoup étudié les ferments nationaux et catégoriels de cette adhésion. Le double puissant mouvement de décentralisation et de mondialisation nous oblige dorénavant à envisager ce travail de phasage et de réconciliation sur un mode à la fois plus spatialisé (chaque pôle a sa propre histoire) et plus contextualisé (chaque *société civile locale* a sa façon de concevoir les liens de confiance avec les institutions politiques). Tout au long des interventions et des échanges avec l'assistance, on a peu entendu la voix des corps intermédiaires (qu'il s'agisse de syndicats, d'associations, d'entreprises, de conseils de développement, de collectifs d'usagers ou de groupes *ad hoc*). On peut pourtant faire l'hypothèse que ce sont ces micro-communautés d'intérêts qui reconstruisent sans cesse, avec aveuglement ou dépit mais toujours beaucoup d'énergie et de ferveur, les termes de ce qu'ils attendent de la politique. L'activité de délibération est clairement en panne sur ce registre, dans un modèle démocratique obsédé par les échéances électorales (et depuis peu par les dispositifs de participation directe). Sans doute les pôles métropolitains tireront-ils d'autant mieux leur épingle du jeu qu'ils parviendront à susciter un élan collectif partagé en dialogue énergique avec ces segments essentiels de la vie politique locale. »